

L'engagement en politique

Bruno Le Maire

Ministre de l'Alimentation, de l'Agriculture, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du territoire ;
Conseiller régional de Haute Normandie, conseiller municipal d'Evreux, ancien député de l'Eure.

Qu'est ce que l'engagement en politique ?

L'engagement en politique c'est :

Du hasard (rencontres, circonstances...)

De la conviction. L'engagement en politique nécessite d'avoir des convictions. C'est ce qui fait son armature. On ne franchit les portes du hasard que si l'on a des convictions. « *J'ai des convictions sur la souveraineté nationale, la responsabilité des citoyens, la construction européenne et sur l'intégration européenne* ». L'engagement en politique c'est porter des idées qui nous dépassent de très loin et qui se raccrochent à notre propre histoire, mais c'est aussi avoir l'assurance de très peu de reconnaissance, de beaucoup d'ingratitude, d'un mécontentement permanent et de félicitations ou remerciements délivrés avec parcimonie. On ne fait donc pas de politique pour de la reconnaissance mais pour des convictions. Le pouvoir ne suffit pas, il faut être nourri spirituellement.

Du temps. Un engagement en politique est une affaire de temps. On ne peut s'engager qu'en étant disponible vis-à-vis de ses concitoyens et en s'inscrivant dans un temps très long qui est également le temps des convictions (il faut deux à trois ans de travail pour arriver à récolter les premiers résultats). C'est également le temps de la disponibilité, une disponibilité des tous les instants. Quand on fait de la politique on ne s'appartient pas, nous sommes à la disposition du peuple qui vous a élu.

Si on fait la somme de ces trois mots, on s'aperçoit que faire de la politique c'est partir à la découverte de soi. Chaque étape de la vie politique nous apprend quelque chose sur nous-mêmes, nous permet de vérifier que l'on croit bien à ses convictions, et de savoir si on veut aller jusqu'au bout de l'expérience.

La vie personnelle et la vie politique ne font qu'un.

Y a-t-il une vocation en politique ?

Il y a une très grande marge entre se passionner pour la politique et faire de la politique. Ce qui transforme une vocation en un engagement c'est accepter de se présenter au suffrage universel. Une vocation arrive tôt, l'engagement plus tard.

Un ministre est-il nommé pour ses compétences ou pour son appartenance à une famille politique ?

La compétence est essentielle mais elle ne fait pas tout. Le poids politique (c'est le nombre de députés et parlementaires élus ralliés) est également essentiel, et enfin il faut médiatiser ce que l'on fait, expliquer, faire de la pédagogie. Mais la médiatisation ne sert à rien sans les compétences et sans poids politique.

Vous avez été conseiller de Monsieur de Villepin puis au service du Chef de l'État Monsieur Sarkozy. Ces deux hommes se présentent aux élections présidentielles. Comment envisagez-vous ces prochains mois ?

En politique la question importante n'est pas les personnes mais les idées que l'on défend. La politique n'est pas une affaire de personnes. On appartient avant tout à une famille politique. On gagne sa légitimité par l'élection, cette légitimité nous est propre. Cette élection a été gagnée par la personne mais également grâce à l'appartenance à une famille politique. Dans un parcours politique il faut se raccrocher à des choses essentielles : l'élection, la légitimité que vous donne le suffrage personnel et les convictions que défendent la famille politique à laquelle vous appartenez ; c'est ce qui fait la cohérence de notre parcours et non l'amitié. Le parcours politique ne peut pas se faire sur des amitiés.

Quelles sont les marges de manœuvres dont on dispose quand on est au pouvoir entre ses convictions, le sens de la politique et les idées de son parti ?

Il ya des choses que l'on ne peut pas faire. Il faut accepter une part d'échecs dans la vie politique comme dans sa propre vie. Il faut avoir fait le mieux de ce que l'on porte en soi. Une vie réussie n'est pas une vie pleine de succès mais une vie où l'on a fait le meilleur de nos talents.

Etes-vous inquiet pour la France ?

Non car j'ai confiance en la responsabilité des français, mais il faut leur donner les moyens de s'en sortir face à la crise. Nous sommes arrivés au bout d'un certain modèle économique français qui repose sur des revenus de redistributions massifs, sur un prélèvement massif pour financer ces revenus de redistribution et enfin sur une perte de nos capacités productives. On fait le choix de la consommation, du revenu de substitution et de redistribution et de l'endettement plutôt que de faire le choix de la production industrielle ou agricole, le choix de revenus d'activité et de travail, et le choix de désendettement du pays. Aujourd'hui il est impératif de faire le second choix. Il faut un changement mais il faut qu'il soit accepté et équitable.

Est-ce qu'il vous arrive de recevoir des ordres contraires à votre conscience ? Et dans ce cas comment réagir ?

Il y a toujours dans la vie politique une part d'arbitrage à faire. On a beau avoir de fortes convictions, on se heurte aux contraintes de la vie politique, aux convictions des autres, à la force de la majorité politique à laquelle vous appartenez, aux convictions du président de la république qui vous donnent des instructions. Il faut du discernement. Il faut discerner dans quelle mesure ce que l'on vous demande vous impose de partir car cela ne correspond pas à vos convictions, ou est acceptable car cela ne touche pas à l'essentiel de vos convictions.